

Heidrun Moschitz: «Les villes devraient s'intéresser davantage à l'alimentation»



Heidrun Moschitz travaille depuis douze ans au FiBL, au département des sciences économiques et sociales. Les principales thématiques de cette agronome bavaroise de 40 ans sont les systèmes alimentaires urbains (Urban Food Systems), la sociologie rurale et les questions en lien avec la politique agricole. Outre son intérêt pour l'agriculture biologique, c'est sa passion pour les montagnes qui a motivé sa venue en Suisse.

Heidrun Moschitz, vous êtes née dans une petite ville et vous n'avez pas de racines paysannes. Comment se fait-il que vous travailliez dans un institut de recherche agronomique?

Je me suis toujours intéressée à la politique. Les sciences agronomiques étaient une des orientations possibles dans mes études. Pendant mon premier semestre à l'Université de Weihenstephan, j'envisageais encore de m'investir dans d'autres domaines. Le facteur décisif a été ma rencontre avec d'autres étudiants, qui ont eu l'initiative de créer un cursus associant agriculture et environnement. Il était axé sur l'interface entre l'utilisation du sol, l'écologie et le développement rural, ce qui m'a convaincue. Après mes études, j'ai d'abord travaillé pour la fédé-

ration de la jeunesse rurale allemande à Berlin. J'ai ensuite cherché un autre emploi pour me rapprocher des montagnes et j'ai été embauchée au FiBL.

Vous avez répondu à une offre d'emploi?

Oui, mais je pense que c'est mon mémoire de fin d'études «Gestion durable des sols dans les Alpes» qui m'a ouvert les portes. Il s'intégrait dans un projet européen auquel participait également le FiBL. J'ai ainsi fait la connaissance de collaborateurs du FiBL où l'on ne m'avait pas oubliée quand je me suis manifestée après avoir travaillé six mois sur un projet au Nigeria et un an à Berlin. J'ai obtenu un contrat de deux ans dans le cadre d'un projet européen sur la politique en matière d'agriculture biologique en Europe centrale et orientale.

La thèse de doctorat était donc la suite logique de votre activité au FiBL?

Oui, pour moi c'était clair, je voulais obtenir le doctorat. Quand j'ai commencé au département des sciences économiques et sociales, nous n'étions qu'une demi-douzaine de chercheurs et pratiquement personne n'était docteur. Mon projet a donc rapidement éveillé l'intérêt de Matthias Stolze, responsable du département. Ma décision a été rapide également: j'étais fascinée par le travail au FiBL où je souhaitais rester et approfondir l'étude des relations entre les politiques. Mon sujet de thèse était «Les réseaux politiques dans l'agriculture biologique européenne». Le directeur actuel de l'OFAG, Bernard Lehmann, qui était alors titulaire de la chaire d'économie agricole à l'ETH Zurich, s'est montré ouvert à ma demande et m'a prise sous son aile, alors que le projet dans lequel s'insérait le travail était déjà très avancé. C'était une bonne chose tant pour moi que pour le département des sciences économiques et sociales du FiBL, car un premier contact a ainsi été établi avec cette chaire de l'ETH Zurich.

Vous avez déjà mentionné à plusieurs reprises votre intérêt pour les relations entre les politiques, quelles sont vos motivations?

Je ne sais pas exactement ce qui a suscité mon intérêt, mais je me suis engagée très jeune dans des activités politiques et des associations. Avant mes études, je dirigeais un groupe d'enfants pour la Ligue bavaroise de protection de la nature. Pendant mes études, j'ai été

membre du Comité directeur de l'organisation pour la jeunesse de la Ligue qui compte plus de 25 000 membres. Nous y avons mené de nombreuses discussions politiques et organisé des actions, par exemple sur le thème des OGM et de l'étanchéification de la surface des sols. J'ai ainsi appris beaucoup de choses dans les domaines de la gestion de projets, du développement d'organisations et de la conduite de réunions. Aujourd'hui encore, elles me sont très utiles au FiBL.

Comment s'est développé le département des sciences économiques et sociales du FiBL au cours des douze dernières années?

D'abord, le nombre de collaborateurs a fortement augmenté. Ensuite, beaucoup de choses ont changé également sur le plan du contenu. Quand j'ai commencé, le département offrait des services de conseils en gestion d'exploitation et en marketing. Depuis cette époque, nous nous sommes fortement développés en tant que département de recherche; les aspects sciences sociales et politiques sont devenus beaucoup plus importants. La durabilité et son évaluation sont de nouveaux éléments qui se sont ajoutés à notre activité depuis que mon collègue Christian Schader a montré dans sa thèse que l'agriculture biologique était un instrument efficace pour atteindre l'ensemble des objectifs majeurs du développement durable. Mon champ d'activité s'est également élargi du fait de ma plus forte implication dans des sujets traitant de sociologie et de sciences politiques.

Quelles sont aujourd'hui les principales orientations de votre travail au FiBL?

Actuellement, je m'occupe principalement de systèmes alimentaires urbains (*Urban Food Systems*) dans le cadre de trois projets: «*Supurbfood*», «*Système d'alimentation de Bâle*» et «*Better Gardens*». À cela s'ajoutent, à plus petite échelle, des projets portant sur des modèles innovants de commercialisation de céréales rares et sur le potentiel de l'agriculture biologique en Bulgarie pour le développement des zones rurales, qui comptent parmi les plus pauvres d'Europe. Dans mes recherches, j'accorde également une grande importance à la participation des acteurs concernés et à une approche transdisciplinaire. Il est intéressant d'observer comment différents points de vue peuvent influencer un problème et ses solutions et comment un consensus peut finalement être dégagé.

L'agriculture urbaine est actuellement très en vogue.

Effectivement, c'est un bon moyen d'attirer l'attention des citoyens sur la question de la nourriture et de l'alimentation. Par ailleurs, l'agriculture urbaine offre la

possibilité d'acquérir une expérience concrète. Toutefois, le système alimentaire urbain est bien davantage que la somme de projets d'agriculture urbaine: c'est la façon dont une ville assure son alimentation. Les trois-quarts de la population suisse vivent aujourd'hui dans des villes et disposent donc d'un potentiel énorme pour influencer le mode de production des aliments. Ce potentiel est encore peu utilisé actuellement.

Quelles approches envisagez-vous?

Une approche importante consiste à impliquer les responsables publics des achats qui gèrent l'approvisionnement des administrations, des écoles, des hôpitaux et d'autres institutions de soins. Notre politique nutritionnelle doit également devenir plus active. Il est de plus en plus paradoxal qu'à peine 2% de la population agricole doivent résoudre tous les problèmes. Actuellement, la politique nutritionnelle est principalement une politique agricole. Les consommateurs et leur santé ne sont guère pris en compte. Les politiques agricole, environnementale, sanitaire et de l'aménagement du territoire sont fortement déconnectées les unes des autres. L'alimentation est cependant beaucoup plus que la gestion des sols. Les villes devraient donc s'intéresser davantage à cette question et mettre en place des plateformes permettant un échange entre consommateurs et producteurs. Nous y travaillons en coopération avec les autorités des villes, les utilisateurs de jardins familiaux, les «jardiniers citoyens» (*Urban Gardeners*), les consommateurs, mais aussi avec les agriculteurs.

Un des objectifs du FiBL est la transposition rapide des résultats de la recherche dans la pratique, par la vulgarisation. Que pouvez-vous apporter à vos partenaires?

Dans le cadre du projet «*Solinsa*»^{*}, par exemple, nous avons essayé d'identifier les éléments qui freinent la transposition des innovations dans la pratique. Cependant, les résultats de notre travail ne sont pas toujours conçus en vue de la pratique paysanne, nous travaillons souvent avec un objectif politique et cherchons à exercer une influence par cette approche. ■

Adrian Krebs, FiBL

^{*} *Support of Learning and Innovation Networks for Sustainable Agriculture*, (développement de réseaux de formation et d'innovation pour une agriculture durable), projet européen 2011–2014.